

## **La lutte contre la corruption : une condition nécessaire pour une meilleure gouvernance dans la région MENA.**

*Kamal Mesbahi, Economiste et membre de Transparency Maroc*

*Marrakech 22 nov 2009 (OCDE-MENA)*

L'état de la science économique en matière d'économie de développement ne permet pas, pour l'instant, de proposer une recette miracle pour accélérer la croissance d'un pays, ni même de prédire avec justesse les impacts des politiques publiques. Cependant, si on part de l'analyse historique des expériences réussies de par le monde, il est autorisé d'affirmer que sans une stratégie de développement coordonnée, sans les conditions minimales d'une meilleure gouvernance de la chose publique et sans un effort soutenu d'amélioration des institutions en place, il est impossible pour un pays d'avoir une accélération de sa croissance dans la durée et une amélioration cumulative et mesurable du bien être de sa population.

Une stratégie économique peut être définie comme la somme de 5 actions prioritaires et conjointes :

- a) La définition d'objectifs économiques clairs et qui sont le résultat d'un large consensus entre principaux acteurs ;
- b) L'existence d'institutions outillées pour permettre d'atteindre ces objectifs et également pour les définir ;
- c) La mise en œuvre de mécanismes et paliers de coordination des différentes actions entreprises ;
- d) Des instances d'évaluations d'étapes et de correction ;
- e) Une analyse fine des résultats et impacts

A chaque fois qu'un pays fait l'impasse sur ces conditions minimales, son économie souffre de la persistance d'un processus de transformation structurel trop lent et connaît donc une croissance molle incapable de lui permettre de régler ses grands déficits en termes d'investissements productifs, en termes de résorption de chômage (notamment celui des diplômés), en termes de diversification productive, c'est-à-dire la mutation d'activités à faible valeur ajoutée vers des activités à haute grande productivité, et en termes de compétitivité, c'est-à-dire accroître ses parts de marché, en particulier à l'export, et enfin en termes d'actions significatives sur la pauvreté et les inégalités

sociales. Autant d'handicaps que la gouvernance, à elle seule, ne saurait résoudre mais pourrait néanmoins contribuer grandement à les résorber.

Nous pensons que c'est aujourd'hui le cas des pays MENA en général et du Maroc, en particulier. L'initiative OCDE-MENA est une occasion à saisir au moins sur deux plans. D'abord, comme action pédagogique permettant de faire prévaloir par l'exemple le rôle calculable de l'impact d'une meilleure gouvernance sur l'évolution et le développement de la région et, ensuite, comme opportunité de tirer profit de la somme d'expériences et d'expertise que les pays OCDE ont pu mettre en œuvre dans la durée. Ces deux aspects conjugués ne résoudront pas toutes les questions en instance mais, s'ils sont effectivement mis en œuvre dans la durée, pourront substantiellement aider à apporter des réponses aux questions qui sont posées aujourd'hui aux économies de la région. Le mode d'approche d'une telle initiative gagnerait à être contextualisé et à tenir compte des attentes lourdes des citoyens de la région MENA. C'est là que se situe l'enjeu. C'est également là que seront analysés les signes des succès ou des échecs. Des procédures institutionnelles solides constituent un gage de réussite des actions concrètes qu'une telle initiative (OCDE-MENA) devra rapidement mettre en œuvre.

**Mais qu'en est-il au-delà de l'initiative elle-même ?** Il s'agit là d'une question qui n'admet pas de réponses uniques. Le fait de la poser soulève la nécessité de signaler certains paradoxes qui traversent la région MENA.

Les pays de la région ont connu ces dernières années des processus de réformes multiples et importantes qui s'inscrivent globalement dans l'amélioration de l'environnement des affaires. Des signes positifs consécutifs à ces réformes existent. Leur impact est mesurable. Leurs effets aussi. Cependant, il est largement admis que ces réformes engagés n'ont pas produit de résultats significatifs en terme de taux de croissance et de réduction de nombreux déficits ( sociaux, économiques et financiers). Ceci doit nous amener à affirmer que si les réformes sont une condition nécessaire pour la croissance, elles ne peuvent être suffisantes. Est-ce une question de démarche ? De priorités ? D'absence de concordance ? De moyens mis en œuvre ? De résistances ?.... Ces questions sont aujourd'hui posées et doivent donner lieu à analyses.

Quoiqu'il en soit, admettons que le processus de réformes doit être accompagné par des changements ciblés qui tendent à identifier et à éliminer un certain nombre de contraintes majeures.

Trois contraintes qui aboutissent à des politiques économiques sous optimale peuvent être citées :

- a) Des contraintes d'information quant à la pertinence de certains choix ( publics ou privés) et qui favorisent l'apparition de biais qui amoindrissent un bon calcul économique. Conséquence : le court terme l'emporte sur le long terme dans les préférences des acteurs.
- b) Des défaillances de coordinations entre départements publics et entre public et privé. Conséquence : un renchérissement des coûts et une réduction dans les résultats escomptés.
- c) Des défaillances de formation aussi bien dans l'échelle de prise de la décision économique que dans celle de son exécution. Conséquence : un affaiblissement de la valeur ajoutée, une contrainte pour une meilleure allocation des ressources et un handicap pour une diversification productive nécessaire.

Le mauvais classement des pays de la région MENA dans la majorité des études et sondages internationaux (Doing Business Survey, Transparency International, World Economic Forum Global, Economist Intelligence Unit, Freedom Index, Information Technology, Baromètre mondial de la corruption...) est là pour témoigner des conséquences négatives de ces contraintes et du risque de ne pas en tenir compte.

Il est aujourd'hui admis et calculé que la lutte contre la corruption peut avoir un impact positif et appréciable sur la croissance des pays : 1 à 1,5 points de croissance selon les estimations de la banque mondiale. Cette lutte nécessaire et urgente devra **clairement** trouver sa place dans les protocoles de l'initiative OCDE-MENA. Ce protocole gagnerait à s'inspirer aussi bien de la Convention OCDE de lutte contre la corruption que de la Convention des Nations Unies de lutte contre la corruption, et que la majorité des pays MENA ont signé et ratifié. Le partage de l'expertise OCDE dans ce domaine serait le bienvenu, en termes de mécanismes de suivi, de mise en place d'institutions ad hoc dédiées à la lutte conjointe contre la corruption, d'échanges de données, d'implémentation et monitoring,...

La démarche dans ce domaine comme dans d'autres peut améliorer le rapport coûts-bénéfices en matières de décisions publiques. La lutte contre la corruption est le point focal entre exigences de gouvernance et améliorations du climat des affaires.

En conclusion, nous pouvons dire qu'il est largement admis aujourd'hui que la réussite d'une stratégie de développement est fonction d'un processus qui permet :

- 1) De faire émerger un agenda de développement national auquel adhère la majorité de la population ;
- 2) De créer les conditions d'un dialogue franc et durable entre toutes les composantes de la société ;
- 3) D'identifier clairement les coûts-bénéfices attendus et de vérifier le niveau de cohésion entre les actions entreprises ;
- 4) De mettre en œuvre les moyens humains, techniques, institutionnels et financiers nécessaires ;
- 5) De coordonner clairement l'action des différentes composantes de l'État ;
- 6) De mettre en place les mécanismes de suivi et de résolution des conflits et d'arbitrages ;
- 7) De mesurer les niveaux et lieux de la résistance aux changements ;
- 8) De définir les outils d'évaluation des politiques publiques et ceux de leur correction ;
- 9) De faire de la culture de reddition des comptes une variable centrale.

Ce processus est en fin de compte l'étape indépassable de la consolidation des systèmes nationaux d'intégrité. Si l'initiative OCDE-MENA peut aider les pays de la région à aller dans ce sens, alors nous lui souhaitant longue vie, bon vent et pleins de succès !